

DATE DU DEPOT

NUMERO DE DEPOT

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés à l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de CRETEIL, séant ladite ville au Palais de Justice, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur,

SUR SAISIE IMMOBILIERE

EN UN LOT :

Les lots de copropriété numérotés 1 et 65 dépendant d'un ensemble immobilier dénommé Résidence DULAC PLAISANCE à MAISONS-ALFORT (94700) – 20 Impasse Denis Dulac,

AUX REQUETE, POURSUITES ET DILIGENCES DU :

Syndicat des Copropriétaires de la Résidence « DULAC PLAISANCE » située à MAISONS-ALFORT (94700) – 6 rue Dulac Plaisance et 20 impasse Denis Dulac, représenté par son Syndic, le Cabinet COFEGI GESTION, Administrateur de biens, Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL sous le numéro 304 367 568, dont le siège est situé à CHARENTON-LE-PONT (94220) - 52 rue des Carrières, agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux,

Ayant pour Avocat **Maître Francis RAIMON**, Avocat au Barreau de Val de Marne, **membre de SCP AKPR**, dont le siège social est situé 14 rue Lejemptel à VINCENNES (94300) – Tél : 01 43 74 74 94, Vestiaire **PC 19 - PC 112**

Laquelle est constituée à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites.

à rôle

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

En vertu :

- de la copie exécutoire d'un jugement rendu par la juridiction de proximité du Tribunal d'Instance de CHARENTON LE PONT en date du 23 mai 2016, signifié le 2 juin 2016 à la _____ et dénoncé le 8 juin 2016 à son gérant, Monsieur Roger PALIE, selon exploits de la SCP FONFREDE & MARTINEZ, Huissiers de Justice Associé à CHAMPIGNY SUR MARNE, aujourd'hui définitif selon certificat de non opposition délivré par le Greffe du Tribunal d'Instance de CHARENTON LE PONT le 7 juillet 2016 et certificat de non pourvoi délivré par le Greffe de la Cour de Cassation le 26 avril 2019,
- de la copie exécutoire d'un jugement rendu par le Tribunal d'Instance de CHARENTON LE PONT en date du 9 janvier 2018, signifié à la _____, selon exploit de la SCP MARTINEZ, Huissier de Justice associé à CHAMPIGNY SUR MARNE, aujourd'hui définitif selon certificat de non appel délivré par le Greffe de la Cour d'Appel de PARIS le 8 octobre 2018,
- des résolutions 15, 16 et 17 de l'Assemblée générale des copropriétaires réunie le 2 mai 2017,

Le poursuivant, sus-dénommé et domicilié, a, suivant exploit de la SCP MARTINEZ, Huissier de Justice à CHAMPIGNY SUR MARNE, fait notifier commandement en date du 24 mai 2019, à :

La SCI LORENA ET ROGER, Société civile immobilière au capital de 40.000 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL sous le numéro 450 630 488, dont le siège social est situé à ALFORTVILLE (94140) – 44 Quai Blanqui, prise en la personne de son _____ à _____

Dulac à MAISONS-ALFORT (94700),

D'avoir, dans les 8 jours pour tout délai, à payer au requérant à l'acte, entre les mains de l'huissier de justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué sus-dénommé et domicilié.

1/ Au titre du jugement rendu le 23 mai 2016, la somme de **SEPT CENT QUATRE-VINGT-QUINZE EUROS ET CINQUANTE-HUIT CENTIMES (795,58 €)**, sauf mémoires, se décomposant comme suit :

• En principal et au titre des charges de copropriété impayées,
appel du 1er trimestre 2016 inclus € 1.747,13

Avec intérêts au taux légal à compter du 16/02/2016, date de l'assignation,
majorés à compter du 03/11/2016 et arrêtés au 13/05/2019 suivant *décompte n° 1*
joint en annexe € 444,33

Et intérêts au taux légal majorés postérieurs au 13/05/2019, dont la Loi
conserve le rang et portés ici pour € MÉMOIRE

• En principal et au titre des frais de l'article 10-1 de la loi du
10 juillet 1965 € 189,68

Avec intérêts au taux légal à compter du 23/05/2016, date du jugement,
majorés à compter du 03/11/2016 et arrêtés au 13/05/2019 suivant *décompte n° 2*
joint en annexe € 45,96

Et intérêts au taux légal majorés postérieurs au 13/05/2019, dont la Loi conserve
le rang et portés ici pour € MÉMOIRE

• En principal et à titre de dommages et intérêts € 150,00

Avec intérêts au taux légal à compter du 23/05/2016, date du jugement,
majorés à compter du 03/11/2016 et arrêtés au 13/05/2019 suivant *décompte n° 3*
joint en annexe € 36,33

Et intérêts au taux légal majorés postérieurs au 13/05/2019, dont la Loi conserve
le rang et portés ici pour € MÉMOIRE

• Au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile € 800,00

Avec intérêts au taux légal à compter du 23/05/2016, date du jugement,
majorés à compter du 03/11/2016 et arrêtés au 13/05/2019 suivant *décompte n° 4*
joint en annexe € 193,79

Et intérêts au taux légal majorés postérieurs au 13/05/2019, dont la Loi conserve
le rang et portés ici pour € MÉMOIRE

• Au titre des dépens :

- Frais de signification de l'assignation € 181,18
- Frais de signification du jugement € 194,18
- Droit de plaidoirie € 13,00

• Règlements à déduire : € - 3.200,00

2/ Au titre du jugement rendu le 9 janvier 2018, la somme de DEUX MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-QUATRE EUROS ET SOIXANTE-NEUF CENTIMES (2.484,69 €), sauf mémoires, se décomposant comme suit :

• En principal et au titre des charges de copropriété impayées, appel
du 2^{ème} trimestre 2017 inclus € 1.344,55

Avec intérêts au taux légal à compter du 26/06/2017, date de l'assignation,
majorés à compter du 03/04/2018, capitalisés à compter du 26/06/2018 et
arrêtés au 13/05/2019 suivant *décompte n° 5* joint en annexe € 172,74

Et intérêts au taux légal majorés postérieurs au 13/05/2019, dont la Loi conserve
le rang et portés ici pour € MÉMOIRE

• En principal et au titre des frais de l'article 10-1 de la loi du
10 juillet 1965 € 110,00

Avec intérêts au taux légal à compter du 09/01/2018, date du jugement,
majorés à compter du 03/04/2018 et arrêtés au 13/05/2019 suivant *décompte n° 6*
joint en annexe € 11,38

Et intérêts au taux légal majorés postérieurs au 13/05/2019, dont la Loi conserve
le rang et portés ici pour € MÉMOIRE

•En principal et à titre de dommages et intérêts € 250,00

Avec intérêts au taux légal à compter du 09/01/2018, date du jugement,
majorés à compter du 03/04/2018 et arrêtés au 13/05/2019 suivant *décompte n° 7*
joint en annexe € 25,87

Et intérêts au taux légal majorés postérieurs au 13/05/2019, dont la Loi
conserve le rang et portés ici pour € MÉMOIRE

•Au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile € 300,00

Avec intérêts au taux légal à compter du 09/01/2018, date du jugement,
majorés à compter du 03/04/2018 et arrêtés au 13/05/2019
suivant *décompte n° 8* joint en annexe € 31,05

Et intérêts au taux légal majorés postérieurs au 13/05/2019, dont la Loi conserve
le rang et portés ici pour € MÉMOIRE

•Au titre des dépens :

- Frais de signification de l'assignation € 140,23
- Frais de signification du jugement € 85,87
- Droit de plaidoirie € 13,00

3/ Le coût du présent commandement € MÉMOIRE

TOTAL SAUF MEMOIRES € 3.280,27
(Trois mille deux cent quatre-vingt euros et vingt-sept centimes)

Sous réserves et sans préjudice de tous autres dus, notamment des intérêts échus
depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour
du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Avec déclaration qu'à défaut de paiement desdites sommes dans le délai, le
commandement dont s'agit sera publié sur les registres du 1^{er} Bureau du Service
de la Publicité Foncière de CRETEIL, pour valoir, à partir de cette publication,
saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R.321-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au 1^{er} Bureau du Service de la Publicité Foncière de CRETEIL, le 16 juillet 2019 sous la référence de volume 2019 S n° 48.

DESIGNATION

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie immobilière.

DESIGNATION DES BIENS MIS EN VENTE :

Sur la Commune de MAISONS ALFORT (94700), dans l'ensemble immobilier situé 20 Impasse Denis Dulac et Rue du Buisson Joyeux, cadastré section AI n° 114, parcelle issue de la réunion des unités foncières AI n° 77 et AI n° 94 suivant procès-verbal du cadastre n°688 du 3 novembre 1994, publié au 1^{er} Bureau des Hypothèques de CRETEIL le 9 novembre 1994 sous les références de volume P n°6693 :

Le LOT N° 1 :

Dans le bâtiment A, escalier A-1,
Au rez-de-chaussée droite,

une BOUTIQUE,

Avec les 18/9937^{èmes} de la propriété du sol et des parties communes générales et les 3/1000^{èmes} des parties communes particulières au Bâtiment A.

Le LOT N° 65 :

Dans le bâtiment A, au sous-sol,

un GARAGE,

Avec les 9/9937^{èmes} de la propriété du sol et des parties communes générales et les 2/1000^{èmes} des parties communes particulières au Bâtiment A.

Ainsi au surplus, que l'ensemble immobilier dont dépendent lesdits lots a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi par Maître DEMORTREUX, Notaire à PARIS, le 23 avril 1959, publié au 9^{ème} Bureau des Hypothèques de la Seine le 13 mai 1959 sous les références de volume 4792 n°2649.

Ledit état descriptif de division – règlement de copropriété a été modifié :

- aux termes d'un acte reçu par Maître DEMORTREUX, Notaire à PARIS, le 5 décembre 1961, publié au 9^{ème} bureau des Hypothèques de la Seine le 1^{er} février 1962 sous les références de volume 5461 n° 723,
- aux termes d'un acte reçu par Maître DEMORTREUX, Notaire à PARIS, le 17 octobre 1975, publié au 1^{er} bureau des Hypothèques de CRETEIL le 13 novembre 1975 sous les références de volume 2203 n°1,
- aux termes d'un acte reçu par Maître DEMORTREUX, Notaire à PARIS, le 28 mars 1977, publié au 1^{er} bureau des Hypothèques de CRETEIL le 2 juin 1977 sous les références de volume 2942 n°8,
- rectifié suivant acte reçu par Maître DEMORTREUX, Notaire à PARIS, le 28 mars 1977, publié au 1^{er} bureau des Hypothèques de CRETEIL le 18 janvier 1978 sous les références de volume 3218 n°1.

Ce règlement de copropriété devra être observé par l'adjudicataire, qui devra au surplus se conformer à la loi du 10 Juillet 1965 portant statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements.

La loi numéro 65-557 du 10 juillet 1965 (art. 45) a abrogé le chapitre II de la loi du 28 Juin 1938 intitulé "dispositions régissant les copropriétaires d'immeubles". Elle constitue aujourd'hui la charte de la copropriété et doit s'appliquer immédiatement. Aux termes de l'article 43 de ladite loi, toutes les clauses du règlement de copropriété contraires aux dispositions des articles 6 à 17, 19 à 37 et 42 sont réputées non écrites.

OBSERVATIONS

La SCP MARTINEZ, Huissier de Justice à CHAMPIGNY SUR MARNE, a dressé le 3 septembre 2019 un procès-verbal de description.

Le procès-verbal de description est annexés au cahier des conditions de la vente.

Sont également annexés au cahier des conditions de la vente :

- un certificat d'urbanisme de simple information délivré par la Mairie de MAISONS-ALFORT,
- l'état descriptif de division et le règlement de copropriété dressé le 23 avril 1959.

Le dossier de diagnostics fera l'objet d'un dépôt au Greffe pour annexion au cahier des conditions de vente par dire ultérieur.

L'adjudicataire devra faire son affaire du paiement des éventuels arriérés de taxe foncière conformément aux dispositions de l'article 1920-2 du Code Général des Impôts.

ORIGINE DE PROPRIETE

L'origine de propriété qui va suivre est extraite de l'acte de vente reçu par Maître Jean-Marie SIMONET, Notaire à CRETEIL, en date du 20 novembre 2003.

I – Du Chef de la SCI LORENA ET ROGER

Lesdits biens sont la propriété de la _____ pour les avoir acquis de _____, suivant acte reçu par Maître Jean-Marie SIMONET, Notaire à CRETEIL, le 20 novembre 2003, moyennant le prix principal de 38.000 Euros.

Une expédition dudit acte a été publiée au 1^{er} Bureau du Service de la Publicité Foncière de CRETEIL le 12 janvier 2004 sous la référence de volume 2004 P n°143.

ORIGINE ANTERIEURE

I – Du Chef de

Lesdits biens appartenaient par suite des faits et actes suivants :

1. Originaiement,

étaient titulaires de 27 pars de la société civile particulière SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE DE CONSTRUCTION DULAC PLAISANCE donnant vocation dans l'immeuble sus-désigné aux lots numérotés 1 et 65.

étaient propriétaires desdites parts pour les avoir acquises, au cours et pour le compte de la communauté, des Consorts RENAULT – COUDRAY, suivant acte reçu par Maître DEMORTREUX, Notaire à PARIS, les 29 juin, 17 et 31 juillet 1959.

2. Partage partiel avec attribution,

Maître GERALDY, Notaire à PARIS, a reçu le 65 mai 1983, le partage partiel avec attribution par la SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE DE CONSTRUCTION DULAC PLAISANCE au profit de des 27 parts ci-dessus désignées, moyennant la somme de 130.000 Francs.

Une expédition dudit acte de partage partiel avec attribution a été publiée au 1^{er} Bureau du Service de la Publicité Foncière de CRETEIL le 5 juillet 1983 sous la référence de volume 551 n°1.

3. Changement de régime matrimonial des époux MANTET

Suivant acte reçu par Maître TIXIER-ROCHER, Notaire à CRETEIL, en date du 22 janvier 1993, ont adopté le régime de la communauté universelle.

Ce changement de régime matrimonial a été homologué selon jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de CRETEIL le 5 juillet 1993 déposé au rang des minutes dudit Notaire le 6 septembre 1993.

4.

Une attestation après décès a été dressée par Maître SIMONET, Notaire à CRETEIL, le 20 novembre 2003, et publiée au 1^{er} Bureau du Service de la Publicité Foncière de CRETEIL le 12 janvier 2004 sous la référence de volume 2004 P n°142, laissant son épouse survivante bénéficiaire de la clause d'attribution intégrale en toute propriété de la communauté universelle.

En ce qui concerne l'origine antérieure, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieure qu'il avisera, toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché à ce sujet.

CONDITIONS DE VENTE

CHAPITRE Ier : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des Procédures Civiles d'Exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

À défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur.

La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours, contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance devant lequel la vente est poursuivie. Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 Euros. La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier inscrit.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. À défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frs de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

À défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêts sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L.313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le juge de l'exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L.331-1 du code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R.322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur son versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable. Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu. Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication. Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L.313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code Civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES ÉMOLUMENTS

Conformément à l'article 153 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il en fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du Juge de l'Exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) De le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) De notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

À défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

À cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n°55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1er jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1er jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues, quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passée en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au Juge de l'Exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code Civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au Juge de l'Exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R.331-1 à R.334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n°94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signer au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n°67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 – MISE À PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit : **TRENTE MILLE EUROS (30.000 Euros)**

Fait à VINCENNES,

Le

par Maître Francis RAIMON, Membre de la SCP A.K.P.R., Avocat poursuivant.

Approuvé lignes mots rayés nuls et renvoi

à rôle